

Le projet de Marine Le Pen aura pour conséquence de favoriser les classes aisées

Tribune du groupe Ecolinks, un collectif regroupant des chercheurs et des enseignants en économie se revendiquant de gauche.

Alors que, depuis sa fondation, la stigmatisation de l'étranger constitue le principal ressort du Front national, le parti d'extrême droite cherche désormais à se présenter comme «la voix du peuple» et le défenseur des plus faibles en investissant les questions économiques et sociales. L'incapacité des gouvernements successifs à apporter des réponses convaincantes à la montée des inégalités, à l'absence de mobilité sociale et aux effets de la mondialisation sur l'emploi et les qualifications a indéniablement contribué à faire progresser le vote frontiste parmi les classes populaires : ainsi, aux élections européennes de 2014, il a recueilli, chez les votants, 43% des voix des ouvriers et 38% de celles des employés.

Pourtant, le programme de Marine Le Pen ne défend pas les plus défavorisés. Un grand nombre de ses propositions économiques et sociales vont même directement à l'encontre de leurs intérêts. La légèreté de ses propositions, voire son silence presque total, sur plusieurs sujets incontournables dans la lutte contre les inégalités, notamment l'éducation et la formation, la fiscalité, les questions environnementales, les droits des femmes, l'accès à la santé ou encore les conséquences de la sortie de l'euro, fait douter sérieusement de sa réelle volonté et de sa capacité à agir en faveur des plus démunis.

Suppression du collège unique

La sortie de l'euro et de l'Union européenne, pierre angulaire du projet du FN, aurait, on le sait, des effets très défavorables sur le pouvoir d'achat des classes populaires. Tant l'inflation que l'augmentation des taxes et droits de douane pénaliseraient le pouvoir d'achat des revenus modestes, dont une part importante est consacrée à l'achat de produits importés de première nécessité (énergie, produits alimentaires, vêtements). La mise en avant par les médias de la sortie de l'euro occulte, en outre, d'autres points essentiels de son programme qu'il nous semble important de souligner ici.

Ainsi d'autres propositions du FN ou le quasi-vide programmatique sur des sujets majeurs révèlent que la réduction des inégalités n'est pas réellement sa priorité. L'éducation en est un bon exemple. Sur ce sujet, le programme du Front national est réduit à la portion congrue, et les seules mesures précises envisagées, comme la suppression du collège unique et le rétablissement de l'apprentissage à 14 ans, auront tendance à renforcer la reproduction sociale en faveur des familles dont le capital culturel et financier est plus élevé. Une politique ambitieuse supposerait au contraire un investissement massif dès la petite enfance pour réduire les inégalités sociales.

Défiscalisation de la donation

Sa position sur la défiscalisation de la donation en est un autre exemple : le FN propose d'augmenter le montant des donations non imposées de 50 000 à 100 000 euros tous les cinq ans par parent et par enfant, mesure qui ne profite pas aux plus démunis. Le rehaussement du plafond du quotient familial inscrit dans le programme va dans le même sens, puisque cette mesure accorde une réduction fiscale d'autant plus grande que les familles sont nombreuses et disposent d'un revenu élevé.

S'agissant de la santé, de la famille et des droits des femmes, les propositions du FN ne sont pas plus favorables aux plus modestes. Le FN prétend lutter contre les déserts médicaux, mais la hausse du *numerus clausus* envisagée ne règle en rien ce problème, car même en plus grand nombre, les médecins pourront toujours s'installer dans la région de leur choix (et donc dans les régions les plus attractives). Si le FN a mis en sourdine pendant la campagne ses positions habituelles sur la famille et les droits des femmes, il demeure un parti extrêmement conservateur et les mesures qu'il défend (salaire maternel, aucun développement des politiques de garde, suppression du partage du congé parental entre les deux parents) impliquent un retour des femmes à la maison et seraient particulièrement préjudiciables aux femmes des milieux modestes. Quant à l'IVG, même si Marine Le Pen défend maintenant son maintien, les divergences au sein du parti laissent supposer que la question de son déremboursement, qui induirait une terrible inégalité d'accès selon le milieu social, peut resurgir. Quelle serait donc la politique effective du FN si celui-ci accédait à la présidence de la République ?

Recettes miraculeuses

Autant de sujets disparates, donc, qui illustrent à quel point le FN recourt à des arguments populistes en proposant des mesures qui contribueront à renforcer la reproduction sociale. En outre, un point d'inquiétude supplémentaire vient du prétendu chiffrage du programme du FN. Si le parti frontiste vantait sans vraiment l'assumer en 2012 les mérites des budgets équilibrés (via la très critiquable règle d'or), le programme de 2017 n'a aucun bouclage budgétaire clair. Il ne fait qu'invoquer des recettes miraculeuses comme par exemple celle liée au coût supposé de l'immigration pour les finances publiques, qu'il estime à des dizaines de milliards d'euros, montant totalement dé-corrélé de tous les chiffreages sérieux existants. D'autres recettes, tout aussi fantasques, seraient tirées de la mise en place de droits de douanes, de la sortie de l'euro et de l'Europe, de l'exclusion de l'accès à la santé, à l'éducation et aux minima sociaux des étrangers résidents en France, et à une lutte contre une fraude «sociale» d'une ampleur très largement fantasmée.

Comment peut-on encore croire, à la lecture de ce qui précède, que le parti de Marine Le Pen serait comme elle le prétend au service des plus démunis ?

Ecolinks a récemment publié *Petit manuel économique anti-FN*, éditions Le Cavalier Bleu (2017), un ouvrage préfacé par l'économiste Thomas Piketty.